

PROFS EN NÉGO

PROJET DE PRIORISATION

25 août 2023

PROJET DE PRIORISATION

25 août 2023

Rédaction par le comité de négociation de l'Alliance des syndicats de professeures et professeurs de cégep (FEC-CSQ et FNEEQ-CSN) :

Nadine Bédard-St-Pierre – FEC-CSQ

Frédéric Clermont – FNEEQ-CSN

Josée Déziel – FNEEQ-CSN

Paul-Émile Houle – FEC-CSQ

Julien Lacombe – FEC-CSQ

Philip Lagogiannis – FNEEQ-CSN

Julien Lapan – FNEEQ-CSN

Anna-Belle Marcotte – FNEEQ-CSN

Héloïse Moysan-Lapointe – FNEEQ-CSN

Nathalie Munger – FNEEQ-CSN

Rachel Sarrasin – FEC-CSQ

TABLE DES MATIÈRES

Préambule	1
Thème 1 : Précarité et insertion professionnelle	2
Thème 2 : Tâche, ressources et réussite étudiante	3
Thème 3 : Enseignement à distance, formation continue et pérennité du modèle collégial	5
Thème 4 : Collégialité, expertise enseignante et vitalité des programmes	7
Thème 5 : Organisation et relations de travail	9
Thème 6 : Échelle de traitement et autres enjeux de rémunération	14

PRÉAMBULE

Chères et chers Profs en négo,

Avec la constitution de l'Alliance des syndicats de professeures et professeurs de cégep (ASPPC) il y a un an, nous avons pu mettre en commun l'ensemble des enjeux qui nous préoccupent dans nos milieux de travail et identifier des pistes de solutions concrètes pour y répondre. C'est sur ces bases que nous avons amorcé les discussions avec le Comité patronal de négociation des collèges (CPNC) à l'automne 2022 et que celles-ci se sont poursuivies jusqu'à ce jour. Si ce portrait large des enjeux qui a été mis au jeu à la table sectorielle conserve toute sa pertinence et sa légitimité, le présent automne s'amorce dans un contexte stratégique qui nous invite à faire des choix. C'est en effet en priorisant certaines de nos demandes que nous serons à même de leur accorder un temps conséquent dans le processus de négociation et un espace susceptible de mener à des résultats significatifs pour l'ensemble des membres.

Ainsi, la proposition de cahier priorisé qui vous est présentée dans le cadre de cette consultation met en exergue les demandes qui pourraient être défendues prioritairement à la table sectorielle pour la suite de la négociation. Ces choix ont été faits par les personnes déléguées à l'instance conjointe de l'ASPPC des 24 et 25 août 2023, en prenant en considération les orientations stratégiques adoptées préalablement par notre Alliance en novembre 2022, de même qu'en évaluant l'état d'avancée des pourparlers avec la partie patronale. Nous croyons que cette proposition de cahier priorisé, tout en ciblant un nombre circonscrit de demandes, nous donne le pouvoir de faire des gains significatifs pour chacun de nos six grands chantiers thématiques, en permettant que ces mêmes gains soient équilibrés pour l'ensemble des membres des syndicats de l'ASPPC. Cette proposition de cahier priorisé conserve également des éléments structurants pour le réseau collégial, à même de soutenir le rôle fondamental de nos cégeps dans la création de la richesse socioéconomique du Québec et la promotion d'une éducation supérieure accessible sur l'ensemble du territoire de la province.

À l'aune de la force du Front commun qui regroupe nos organisations syndicales, notre Alliance peut maximiser la voix des profs de cégep qu'elle représente en exprimant la solidarité de ses membres autour de demandes jugées fécondes dans l'actuelle conjoncture de négociation. En participant à cet exercice démocratique, vous êtes invité.es à évaluer si cette proposition est porteuse des enjeux qui touchent nos différents milieux et représentative de la vision du réseau collégial que nous chérissons. En répondant à l'impératif que constitue le difficile mais nécessaire exercice de priorisation, nous nous donnons les moyens de canaliser la force collective de l'ASPPC pour soutenir l'exercice de la profession enseignante et la réussite étudiante, des motivations qui sont au cœur de notre mobilisation dans la négociation.

Votre comité de négo

THÈME 1 : PRÉCARITÉ ET INSERTION PROFESSIONNELLE

N°	Description	Notes
P1	Améliorer les modalités d'ouverture de postes et d'obtention de la permanence.	Prioriser
P2	<i>Améliorer les modalités permettant l'atteinte d'une charge à temps complet.</i>	
P3	<p>Améliorer les dispositions relatives à l'engagement de l'enseignante ou de l'enseignant non permanent.e, concernant <i>entre autres</i> :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. <i>Son embauche et</i> Sa mise sous contrat, notamment en assurant plus de souplesse à l'égard de la scission (incluant avant le début de session) <i>ou du désistement</i> d'une charge d'enseignement; b. Les remplacements, <i>notamment en protégeant sa priorité d'engagement lorsqu'elle ou il accepte toutes les charges qui lui sont offertes</i>; c. L'ordre de la priorité d'engagement. d. <i>La rémunération de tout travail de préparation lors de la fermeture d'un groupe-cours.</i> 	Prioriser avec reformulations
P4	<i>Reconnaître le travail lié à l'insertion professionnelle dans la tâche, pour la nouvelle enseignante ou le nouvel enseignant et pour les enseignantes et enseignants qui les accompagnent, en injectant les ressources nécessaires.</i>	
P5	<i>Faciliter l'accès aux différents congés pour les enseignantes et enseignants non permanent.e.s, notamment le programme volontaire de réduction du temps de travail et le congé à traitement différé.</i>	

THÈME 2 : TÂCHE, RESSOURCES ET RÉUSSITE ÉTUDIANTE

N°	Description	Notes
T1	<p>Alléger la charge d'enseignement en injectant des ressources enseignantes au volet 1 et, le cas échéant, en revoquant le calcul de la charge individuelle (CI), <i>notamment</i> en ce qui concerne :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Le travail effectué en milieu clinique, en stage et en laboratoire pratique en Soins infirmiers, dans les autres techniques de la santé et des services sociaux, dans les techniques de santé animale ainsi que dans tous les programmes où de telles activités sont présentes; b. Le nombre élevé d'étudiantes et d'étudiants en classe et ses effets, notamment le temps de correction, dans certaines disciplines; c. L'absence de prise en compte du nombre d'étudiantes et d'étudiants (NES) pour les cours de moins de 45 heures; d. Le soutien à la réussite et la persévérance dans les études, de même que la prise en compte de certaines caractéristiques de la population étudiante; e. Le temps de déplacement; f. Les nombreuses préparations. 	<p>Prioriser avec reformulations</p> <p>La révision de la CI_d à « e » devient un mandat du comité consultatif sur la tâche (CCT); voir la demande OX1 (a)</p>
T2	<i>Devancer les dates de référence pour le calcul de la CI et ajuster le financement des ressources enseignantes en conséquence.</i>	
T3	<i>Limiter les dépassements de CI, entre autres en précisant les modalités entourant le droit de refus.</i>	
T4	Rehausser les allocations minimales aux fins de coordination pour les collèges de petite taille et en fixer pour certaines unités d'enseignement de petite taille.	Prioriser
T5	Bonifier les ressources de coordination de stages.	Prioriser
T6	<i>Bonifier les ressources de coordination départementale.</i>	

N°	Description	Notes
T7	Corriger les modalités suivantes entourant le financement des ressources enseignantes : <ul style="list-style-type: none">a. la valeur d'une charge à la formation continue en équivalent temps complet;b. la lettre d'entente sur les garanties (I-9 FNEEQ / VIII-3 FEC); et diminuer graduellement la ponction de la constante Kir.	Prioriser

THÈME 3 : ENSEIGNEMENT À DISTANCE, FORMATION CONTINUE ET PÉRENNITÉ DU MODÈLE COLLÉGIAL

N°	Description	Notes
M1	Circonscrire et baliser l'offre d'enseignement à distance, tant à l'enseignement régulier qu'à la formation continue, en inscrivant dans la convention collective des conditions et processus locaux et nationaux, notamment dans la perspective d'assurer la cohérence du réseau et la vitalité des cégeps dans l'ensemble des régions.	Prioriser
M2	Encadrer les spécificités de l'enseignement à distance sur le plan des conditions de travail, tant à l'enseignement régulier qu'à la formation continue, notamment en limitant le nombre d'étudiantes et d'étudiants par groupe et en garantissant le soutien nécessaire.	Prioriser
M3	Reconnaître et financer la charge supplémentaire engendrée par l'enseignement à distance, tant à l'enseignement régulier qu'à la formation continue.	Prioriser
M4'	<i>Rémunérer équitablement l'enseignante ou l'enseignant à la formation continue et aux cours d'été engagé.e à titre de chargé.e de cours.</i> <i>Dans une perspective d'équité, améliorer significativement les conditions salariales et de travail de l'enseignante ou l'enseignant à la formation continue et aux cours d'été engagé.e à titre de chargé.e de cours.</i>	Prioriser avec reformulations en fusionnant M4, M5, M6, M7, et les éléments suivants de C7 : <ul style="list-style-type: none">○ Coordination à la formation continue○ Lieux de concertation ou comités de programme à la formation continue
M5	<i>Baliser la charge de travail de l'enseignante ou l'enseignant à la formation continue et aux cours d'été engagé.e à titre de chargé.e de cours.</i>	Fusionner avec M4
M6	<i>Améliorer les dispositions relatives aux congés de maladie et aux congés pour raisons familiales pour l'enseignante ou l'enseignant à la formation continue et aux cours d'été engagé.e à titre de chargé.e de cours.</i>	Fusionner avec M4
M7	<i>Prévoir un comité de sélection commun à l'enseignement régulier et à la formation continue. Lorsque la discipline n'est pas offerte à</i>	Fusionner avec M4

N°	Description	Notes
	<i>l'enseignement régulier, s'assurer que le comité de sélection soit néanmoins composé majoritairement d'enseignantes et d'enseignants choisi.e.s par leurs pairs.</i>	
M8	<i>Déterminer et inscrire à la convention collective les conditions d'ouverture des centres d'études collégiales ainsi que les balises relatives à leur financement et aux conditions de travail des enseignantes et enseignants qui y œuvrent.</i>	
M9	Prévoir une obligation d'entente locale précisant les conditions de travail des enseignantes et enseignants dans le cadre des partenariats interétablissements.	Prioriser
M10	Reconnaître dans la convention collective que le réseau des cégeps est un outil de développement socioéconomique important, notamment pour les régions, les communautés autochtones ainsi que pour l'occupation dynamique et durable du territoire.	Prioriser

THÈME 4 : COLLÉGIALITÉ, EXPERTISE ENSEIGNANTE ET VITALITÉ DES PROGRAMMES

N°	Description	Notes
C1	Bonifier les ressources allouées au cycle de vie des programmes.	Prioriser
C2	Reconnaître dans la convention collective que les enseignantes et enseignants ont la responsabilité des activités qui contribuent à la diplomation.	Prioriser
C3	Baliser les différentes activités dans le cadre de la reconnaissance des acquis et des compétences, notamment en améliorant les dispositions relatives à la priorité d'engagement.	Prioriser
C4	<i>Soutenir et reconnaître les activités de recherche des enseignantes et enseignants en convenant d'un certain nombre de balises dûment inscrites à la convention collective.</i> <i>Prévoir des balises pour encadrer l'exercice d'activités de recherche pour l'enseignante ou l'enseignant.</i>	Prioriser avec reformulations
C5	<i>Bonifier et indexer les montants alloués aux fins de perfectionnement, en assurer l'accès aux enseignantes et enseignants à la formation continue, et renforcer les prérogatives du comité de perfectionnement.</i>	
C6	Injecter des ressources afin de reconnaître et de faciliter le maintien de l'expertise des enseignantes et enseignants de certaines disciplines hautement évolutives ou nécessitant des adaptations technologiques significatives.	Prioriser
C7	<i>Consolider l'autonomie départementale et la place des enseignantes et enseignants au sein des comités de programme, et renforcer leur rôle et leur voix dans les processus décisionnels du collège, tant à l'enseignement régulier qu'à la formation continue, notamment en introduisant l'obligation de consulter le syndicat dans un délai raisonnable sur tout projet ou toute modification de politique, norme institutionnelle, directive ou règlement.</i>	Prioriser certains éléments après fusion avec M4

N°	Description	Notes
C8	<i>Aux moments des révisions nationales, mettre sur pied des comités nationaux de programme, ou de discipline pour la formation générale, composés de représentantes et représentants enseignants issu.e.s des collèges concernés — élu.e.s par leurs pairs — et prévoir les libérations nécessaires aux moments des révisions pour en assurer la coordination.</i>	Prioriser avec reformulations
C9	<i>Établir un mécanisme national paritaire de suivi de l'offre de programmes à l'échelle du réseau dans la perspective d'assurer sa cohérence et la vitalité des cégeps dans l'ensemble des régions.</i>	Prioriser et renvoyer à OX1 (b) comme un mandat du comité national de rencontre (CNR)
C10	<i>Mettre en place des mesures en vue de favoriser la vitalité du réseau collégial en région, de contrer les difficultés de recrutement marquées et d'amoindrir les défis relatifs à la localisation du collège.</i>	

THÈME 5 : ORGANISATION ET RELATIONS DE TRAVAIL

N°	Description	Notes
01	<p>Reconnaître la crise climatique dans la convention collective en prévoyant <i>certain</i>s engagements à cet égard. <i>notamment</i> :</p> <p style="margin-left: 20px;"><i>a. Un comité paritaire national et un comité paritaire local sur la transition écologique, la justice climatique et l'environnement dotés de mandats précis, ainsi que des contraintes à l'horaire pour que les membres puissent y participer;</i></p> <p style="margin-left: 20px;"><i>b. L'atteinte de la carboneutralité du milieu de travail d'ici 2030, tant au niveau des émissions directes que des émissions indirectes (scope 1, 2 et 3).</i></p>	Prioriser avec reformulations
02	<p>Prévoir un renforcement des obligations de l'employeur en lien avec la conciliation famille, travail et vie personnelle à la convention collective ainsi qu'un comité local doté de mandats précis.</p>	Un seul élément de cette demande priorisé et renvoyé à OX2
03	<p>Corriger les effets néfastes ou discriminatoires découlant de la prise de certains congés, <i>notamment</i> :</p> <p style="margin-left: 20px;">a. Améliorer les conditions d'accès à la permanence pour l'enseignante et l'enseignant ayant bénéficié d'un congé parental ou d'un congé en raison d'invalidité;</p> <p style="margin-left: 20px;"><i>b. Permettre le report des vacances à la fin du congé parental ou du congé en raison d'invalidité;</i></p> <p style="margin-left: 20px;">c. Étendre le cumul de l'ancienneté à toute période d'invalidité;</p> <p style="margin-left: 20px;">d. Modifier la clause 6-2.01 e) afin que tous les enseignantes et enseignants en situation d'invalidité puissent bénéficier d'un plein cumul d'expérience.</p>	<p>Prioriser avec reformulations</p> <p>Un seul élément de « b » priorisé et renvoyé à OX2</p>
04	<p>Intégrer divers changements législatifs et prévoir certaines nouvelles modalités à la convention collective, notamment en ce qui concerne :</p>	Prioriser avec reformulations

N°	Description	Notes
	<ul style="list-style-type: none"> a. La Loi sur les normes du travail; b. La Loi modernisant le régime de santé et de sécurité du travail; c. La violence conjugale au travail. d. La protection des renseignements personnels et du droit à la vie privée. 	
05	Revoir les libérations syndicales prévues à la convention collective, notamment en augmentant leur valeur minimale et en tenant compte du nombre d'enseignantes et enseignants cotisant, et injecter des ressources en conséquence.	Prioriser
06	<i>Améliorer le processus de répartition et de suivi de l'utilisation des ressources enseignantes dans un souci de transparence et de collaboration.</i>	
07	<i>Revoir les balises gouvernant l'utilisation des ressources enseignantes, notamment en éliminant la double imputation liée à une même activité d'enseignement.</i>	
08	<i>Restreindre et mieux baliser le recours au non-octroi de la priorité d'emploi.</i>	
09	Améliorer les dispositions relatives à la mise en disponibilité, notamment en favorisant le maintien ou le retour dans le collège d'origine à la demande de l'enseignante ou l'enseignant.	Prioriser
010	Procéder à certaines réécritures de nature technique et clarifications de textes existants.	Prioriser
011	En ce qui concerne le Centre québécois de formation aéronautique (CQFA) : <ul style="list-style-type: none"> a. Appliquer aux enseignantes et enseignants du CQFA les clauses 5-8.01, 8-3.01 et 8-3.03 de la convention collective de la même façon que pour l'ensemble des enseignantes et enseignants de cégep; b. Bonifier la somme prévue à la clause 5-20.12 de l'annexe III – 1 pour 	À travailler au retour de consultation en ASPPC, en tenant compte de la suggestion de priorisation qui sera faite par le syndicat concerné

N°	Description	Notes
	<p>l'achat d'équipement de sécurité sur les aéronefs et assurer son indexation;</p> <p>c. Revoir le calcul de la charge d'enseignement de l'enseignante ou l'enseignant au vol et au simulateur et mettre à jour la tâche des répartitrices et répartiteurs;</p> <p>d. Effectuer une mise à jour des conditions de progression dans l'échelle salariale pour toutes les enseignantes et tous les enseignants du CQFA, notamment en rendant la catégorie IV accessible à l'enseignante ou l'enseignant qui a atteint l'échelon 7 de la catégorie 3, et revoir l'application de la majoration de traitement prévue au tableau E de l'annexe III – 1;</p> <p>e. Prévoir dans la convention collective des dispositions pour les cheffes et chefs instructeurs;</p> <p>f. Appliquer mutatis mutandis à l'annexe III – 1 toute modification convenue à la convention collective.</p>	
O12	Assurer le respect de la priorité d'engagement des enseignantes et enseignants œuvrant dans le milieu carcéral.	À travailler au retour de consultation en ASPPC, en tenant compte de la suggestion de priorisation qui sera faite par le syndicat concerné
O13	<p>En ce qui concerne la Formation sur mesure du cégep de Victoriaville :</p> <p>a. Hausser les taux horaires pour chacun des trois groupes de formation en les arrimant avec les hausses salariales</p>	À travailler au retour de consultation en ASPPC, en tenant compte de la suggestion de priorisation qui sera faite par le syndicat concerné

N°	Description	Notes
	<p>obtenues à la formation continue en 2020-2023;</p> <p>b. Reconnaître et rémunérer le temps de préparation des nouvelles formations pour tous les secteurs;</p> <p>c. Bonifier la prime de spécialisation et étendre son application à d'autres secteurs;</p> <p>d. Revoir le classement des secteurs (disciplines) pour chacun des groupes de formation.</p>	
O14	<p><i>Revoir les mandats du comité local et du comité national d'accès à l'égalité en emploi (CCNAE) afin notamment de favoriser l'embauche, l'insertion et l'inclusion des enseignant.e.s issu.e.s de la diversité.</i></p>	<p>Prioriser le comité consultatif national d'accès à l'égalité (CCNAE) et renvoyer à la demande OX1 (c)</p>
O15	<p>Prévoir le retrait des avis et remarques du dossier de l'enseignante ou l'enseignant après l'expiration du délai à la clause 5-18.07 (FEC).</p>	<p>Prioriser</p>
OX1	<p><i>Actualiser certains mandats des comités prévus à la convention collective :</i></p> <p>a. <i>Le comité consultatif sur la tâche (CCT), en y prévoyant des travaux sur la CI associée aux temps de déplacement;</i></p> <p>b. <i>Le comité national de rencontre (CNR), en y prévoyant le suivi de l'offre de programmes à l'échelle du réseau dans la perspective d'assurer sa cohérence et la vitalité des cégeps dans l'ensemble des régions;</i></p> <p>c. <i>Le comité consultatif national d'accès à l'égalité (CCNAE), afin notamment de favoriser l'embauche, l'insertion et l'inclusion des enseignant.e.s issu.e.s de la diversité.</i></p>	<p>Prioriser</p>
OX2	<p><i>Procéder aux ajustements suivants des conventions collectives :</i></p> <p>a. <i>(FEC) Certaines clauses concernant les contraintes horaires pour raison de conciliation famille-travail-vie personnelle (CFTV);</i></p>	<p>Prioriser</p>

N°	Description	Notes
	<i>b. (FNEEQ) Le paiement de ce qui tient lieu du cumul des vacances à la fin d'un congé parental.</i>	

THÈME 6 : ÉCHELLE DE TRAITEMENT ET AUTRES ENJEUX DE RÉMUNÉRATION

N°	Description	Notes
R1	Apporter des corrections à l'échelle de traitement de l'enseignante ou l'enseignant à temps complet ou à temps partiel afin d'en assurer la cohérence avec les autres échelles de la structure salariale, tout en prenant en compte certaines particularités de l'échelle de traitement actuelle.	Prioriser
R2	Revoir les modalités d'application des taux horaires prévus dans la convention collective, notamment en clarifiant les types d'activités prévues à la clause 6-1.04.	Prioriser
R3	Introduire une contribution de l'employeur au régime d'assurances collectives.	Prioriser
R4	Prévoir le remboursement des droits d'exercice payables aux ordres professionnels et autres droits que l'enseignante ou l'enseignant doit déboursier pour exercer son emploi.	Prioriser
R5	<i>Améliorer différentes dispositions relatives à la reconnaissance de la scolarité dans la perspective d'assurer une rémunération fidèle à la scolarité réelle des enseignantes et enseignants.</i> <i>Prévoir que tout diplôme de doctorat du troisième (3^e) cycle donne accès aux échelons ultimes de l'échelle de traitement de l'enseignante ou l'enseignant à temps complet ou à temps partiel et permette le saut de huit (8) échelons.</i>	Prioriser avec reformulations